

Bagneux dit NON

J.Chirac dit ne pas comprendre les « peurs » qui existent dans la société française. Jeudi soir à la télévision, on aurait dit qu'il découvrirait la réalité du chômage, de la précarité, de l'inquiétude légitime des jeunes face à l'avenir...

Au fond, **Chirac a un problème**. Comment pourrait-on le croire, lui et son gouvernement à la solde du MEDEF ? Comment les croire, eux qui remettent en cause ici toutes les avancées sociales, et en même temps, nous racontent que ça ira mieux demain avec l'Europe qu'ils nous vantent ?

Nous sommes des millions à vouloir une Europe qui se fixe comme objectifs prioritaires le progrès social, le plein emploi, la lutte contre les inégalités, l'intérêt général. Le projet de traité y tourne le dos, en affirmant dès le début son objectif fondamental : « **la concurrence libre et non faussée** » (*Article 1-3-2*).

Il s'agit de constitutionnaliser le système politique, économique et social sur les bases suivantes :

- **imposer une concurrence exacerbée entre les individus**
(*Art. III-203, III-209 et 210*)
- **programmer la disparition des services publics**
(*I-3, III-148, III-166-2, III-167-1*)
- **limiter la souveraineté populaire et verrouiller le contrôle citoyen**
(*I-26-2, I-27-1, I-47*)
- **laisser la Banque Centrale Européenne au-dessus du pouvoir politique**
(*I-30, III-177, 188*)
- **abandonner la laïcité** (*I-52, II-70*)
- **la course aux armements sous la domination américaine de l'OTAN**
(*I-3-4, I-41*).

En fait, ce « libéralisme » que nous connaissons depuis plus de 20 ans étendrait ses ravages. On tente de nous refaire le coup de Maastricht, mais l'expérience est là : chômage massif, déclin de l'industrie et de la recherche, remise en cause des garanties élémentaires, démantèlement de la protection sociale et des services publics...

**Aucune constitution au monde ne contient de telles
contraintes sociales, économiques et politiques.
C'est pourquoi nous disons**

NON à cette fuite en avant libérale !

**Nous voulons au contraire une Europe
démocratique, solidaire, pacifiste.**

Non, la France ne serait pas le « mouton noir » de l'Europe comme a osé le prétendre le Président de la République. Au contraire, un NON majoritaire dans notre pays ferait largement écho aux mouvements sociaux qui se développent dans toute l'Europe, parfois dans des pays où aucun référendum ne sera organisé. Oui, une autre Europe est possible !

Près de 800 Balnéolais ont déjà signé l'appel lancé par Marie-Hélène Amiable, maire de Bagnaux. Depuis plusieurs semaines, le comité « Bagnaux dit non » regroupe des citoyens de diverses convictions. Jusqu'au référendum, nous souhaitons contribuer largement à l'information et au débat. C'est notre avenir à tous qui est en jeu !

**Le 19 mai, une grande soirée
pour la victoire du Non sera
organisée à la Salle des Fêtes.**

Nous vous appelons à signer l'appel et à rejoindre le comité



Prénom et nom _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

A renvoyer à :

- Marie-Hélène Amiable, comité « Bagnaux dit NON »- BP 56 – 92224 Bagnaux Cedex
- Ou par mail : bagnaux.dit.non@free.fr